

CAMERA DEI DEPUTATI N. 1723

PROPOSTA DI LEGGE

D'INIZIATIVA DEI DEPUTATI

ZELLER, BRUGGER, WIDMANN, DETOMAS, COLLÈ

Ratifica ed esecuzione della Carta europea delle lingue regionali o minoritarie, fatta a Strasburgo il 5 novembre 1992

Presentata il 9 ottobre 2001

ONOREVOLI COLLEGHI! — Il 5 novembre 1992 è stata emanata la Carta europea delle lingue regionali o minoritarie, firmata da 27 Stati membri del Consiglio d'Europa, con lo scopo di tutelare le lingue storiche regionali o minoritarie d'Europa che rischiano purtroppo di scomparire.

Il trattato, in vigore dal 1° marzo 1998, risulta ratificato solo da 15 dei 27 Stati firmatari.

Il diritto ad usare una lingua regionale e minoritaria nella vita sia pubblica che privata, rappresenta un diritto inalienabile dell'uomo, previsto nel Patto internazionale sui diritti civili e politici adottato e aperto alla firma a New York il 19 dicembre 1966, e reso esecutivo ai sensi della legge 25 ottobre 1977, n. 881, e in

conformità anche alla Convenzione per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, firmata a Roma il 4 novembre 1950, resa esecutiva dalla legge 4 agosto 1955, n. 848.

L'Italia solo di recente ha firmato il trattato, esattamente in data 27 giugno 2000, e non ha ancora approvato lo strumento di ratifica.

La motivazione addotta per lungo tempo alla mancata adesione del nostro Paese alla Carta, è stata l'inesistenza di una legislazione specifica nel nostro Paese, riguardante le minoranze linguistiche. Finalmente, con la legge 15 dicembre 1999, n. 482, il Parlamento ha colmato questa lacuna. Pertanto, essendo venuto meno il presunto ostacolo, non esistono più ragioni

che impediscano al Parlamento di autorizzare il Presidente della Repubblica alla ratifica del suddetto trattato.

La Carta chiarisce quali debbano essere gli obiettivi e i principi ai quali gli Stati firmatari sono tenuti ad adeguare la propria legislazione e politica. Prima di tutto, riconoscere le lingue regionali come espressione di ricchezza culturale; rispettare l'area geografica di ciascuna lingua regionale o minoritaria; agevolare e incoraggiare

all'uso orale e scritto delle lingue in questione, sia nella vita privata che in quella pubblica; prevedere forme e mezzi per l'insegnamento e lo studio di queste lingue, nonché promuovere studi e ricerche nelle università o presso istituti equivalenti.

Vista l'importanza della proposta di legge, ormai non più procrastinabile, auspichiamo un rapido svolgimento e conclusione dell'*iter* parlamentare del presente provvedimento di ratifica.

PROPOSTA DI LEGGE

ART. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Carta europea delle lingue regionali o minoritarie, fatta a Strasburgo il 5 novembre 1992.

ART. 2.

1. Al fine di tutelare le minoranze linguistiche storiche di cui alla legge 15 dicembre 1999, n. 482, piena ed intera esecuzione è data alla Carta di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 19 della Carta stessa.

2. A decorrere dalla medesima data di cui al comma 1, la legislazione in materia di lingue regionali o minoritarie è uniformata ai principi della Carta di cui all'articolo 1.

ART. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in 51.645 euro per l'anno 2002, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 2001-2003, nell'ambito dell'unità previsionale di base di parte corrente « Fondo speciale » dello stato di previsione del Ministero del tesoro, del bilancio e della programmazione economica per l'anno 2001, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al medesimo Ministero.

2. Il Ministro dell'economia e delle finanze è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

ART. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Charte européenne des langues régionales ou minoritaires

Strasbourg, 5.XI.1992

Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Charte,
Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, notamment afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun;
Considérant que la protection des langues régionales ou minoritaires historiques de l'Europe, dont certaines risquent, au fil du temps, de disparaître, contribue à maintenir et à développer les traditions et la richesse culturelles de l'Europe;
Considérant que le droit de pratiquer une langue régionale ou minoritaire dans la vie privée et publique constitue un droit imprescriptible, conformément aux principes contenus dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques des Nations Unies, et conformément à l'esprit de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du Conseil de l'Europe;
Prenant en compte le travail réalisé dans le cadre de la CSCE, et en particulier l'Acte final d'Helsinki de 1975 et le document de la réunion de Copenhague de 1990;
Soulignant la valeur de l'interculturel et du plurilinguisme, et considérant que la protection et l'encouragement des langues régionales ou minoritaires ne devraient pas se faire au détriment des langues officielles et de la nécessité de les apprendre;
Conscients du fait que la protection et la promotion des langues régionales ou minoritaires dans les différents pays et régions d'Europe représentent une contribution importante à la construction d'une Europe fondée sur les principes de la démocratie et de la diversité culturelle, dans le cadre de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale;
Compte tenu des conditions spécifiques et des traditions historiques propres à chaque région des pays d'Europe,
Sont convenus de ce qui suit:

Partie I – Dispositions générales

Article 1 – Définitions

Au sens de la présente Charte:

- a. par l'expression «langues régionales ou minoritaires», on entend les langues:
 - i. pratiquées traditionnellement sur un territoire d'un Etat par des ressortissants de cet Etat qui constituent un groupe numériquement inférieur au reste de la population de l'Etat; et
 - ii. différentes de la (des) langue(s) officielle(s) de cet Etat;

elle n'inclut ni les dialectes de la (des) langue(s) officielle(s) de l'Etat ni les langues des migrants;

- b. par «territoire dans lequel une langue régionale ou minoritaire est pratiquée», on entend l'aire géographique dans laquelle cette langue est le mode d'expression d'un nombre de personnes justifiant l'adoption des différentes mesures de protection et de promotion prévues par la présente Charte;
- c. par «langues dépourvues de territoire», on entend les langues pratiquées par des ressortissants de l'Etat qui sont différentes de la (des) langue(s) pratiquée(s) par le reste de la population de l'Etat, mais qui, bien que traditionnellement pratiquées sur le territoire de l'Etat, ne peuvent pas être rattachées à une aire géographique particulière de celui-ci.

Article 2 – Engagements

1. Chaque Partie s'engage à appliquer les dispositions de la partie II à l'ensemble des langues régionales ou minoritaires pratiquées sur son territoire, qui répondent aux définitions de l'article 1.
2. En ce qui concerne toute langue indiquée au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation, conformément à l'article 3, chaque Partie s'engage à appliquer un minimum de trente-cinq paragraphes ou alinéas choisis parmi les dispositions de la partie III de la présente Charte, dont au moins trois choisis dans chacun des articles 8 et 12 et un dans chacun des articles 9, 10, 11 et 13.

Article 3 – Modalités

1. Chaque Etat contractant doit spécifier dans son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation chaque langue régionale ou minoritaire, ou chaque langue officielle moins répandue sur l'ensemble ou une partie de son territoire, à laquelle s'appliquent les paragraphes choisis conformément au paragraphe 2 de l'article 2.
2. Toute Partie peut, à tout moment ultérieur, notifier au Secrétaire Général qu'elle accepte les obligations découlant des dispositions de tout autre paragraphe de la Charte qui n'avait pas été spécifié dans son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou qu'elle appliquera le paragraphe 1 du présent article à d'autres langues régionales ou minoritaires, ou à d'autres langues officielles moins répandues sur l'ensemble ou une partie de son territoire.
3. Les engagements prévus au paragraphe précédent seront réputés partie intégrante de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation et porteront les mêmes effets dès la date de leur notification.

Article 4 – Statuts de protection existants

1. Aucune des dispositions de la présente Charte ne peut être interprétée comme limitant ou dérogeant aux droits garantis par la Convention européenne des Droits de l'Homme.
2. Les dispositions de la présente Charte ne portent pas atteinte aux dispositions plus favorables régissant la situation des langues régionales ou minoritaires, ou le statut juridique des personnes appartenant à des minorités, qui existent déjà dans une Partie ou sont prévues par des accords internationaux bilatéraux ou multilatéraux pertinents.

Article 5 – Obligations existantes

Rien dans la présente Charte ne pourra être interprété comme impliquant le droit d'engager une quelconque activité ou d'accomplir une quelconque action contrevenant aux buts de la Charte des Nations Unies ou à d'autres obligations du droit international, y compris le principe de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats.

Article 6 – Information

Les Parties s'engagent à veiller à ce que les autorités, organisations et personnes concernées soient informées des droits et devoirs établis par la présente Charte.

Partie II – Objectifs et principes poursuivis conformément au paragraphe 1 de l'article 2

Article 7 – Objectifs et principes

1. En matière de langues régionales ou minoritaires, dans les territoires dans lesquels ces langues sont pratiquées et selon la situation de chaque langue, les Parties fondent leur politique, leur législation et leur pratique sur les objectifs et principes suivants:
 - a. la reconnaissance des langues régionales ou minoritaires en tant qu'expression de la richesse culturelle;
 - b. le respect de l'aire géographique de chaque langue régionale ou minoritaire, en faisant en sorte que les divisions administratives existant déjà ou nouvelles ne constituent pas un

- obstacle à la promotion de cette langue régionale ou minoritaire;
- c. la nécessité d'une action résolue de promotion des langues régionales ou minoritaires, afin de les sauvegarder;
 - d. la facilitation et/ou l'encouragement de l'usage oral et écrit des langues régionales ou minoritaires dans la vie publique et dans la vie privée;
 - e. le maintien et le développement de relations, dans les domaines couverts par la présente Charte, entre les groupes pratiquant une langue régionale ou minoritaire et d'autres groupes du même Etat parlant une langue pratiquée sous une forme identique ou proche, ainsi que l'établissement de relations culturelles avec d'autres groupes de l'Etat pratiquant des langues différentes;
 - f. la mise à disposition de formes et de moyens adéquats d'enseignement et d'étude des langues régionales ou minoritaires à tous les stades appropriés;
 - g. la mise à disposition de moyens permettant aux non-locuteurs d'une langue régionale ou minoritaire habitant l'aire où cette langue est pratiquée de l'apprendre s'ils le souhaitent;
 - h. la promotion des études et de la recherche sur les langues régionales ou minoritaires dans les universités ou les établissements équivalents;
 - i. la promotion des formes appropriées d'échanges transnationaux, dans les domaines couverts par la présente Charte, pour les langues régionales ou minoritaires pratiquées sous une forme identique ou proche dans deux ou plusieurs Etats.
2. Les Parties s'engagent à éliminer, si elles ne l'ont pas encore fait, toute distinction, exclusion, restriction ou préférence injustifiées portant sur la pratique d'une langue régionale ou minoritaire et ayant pour but de décourager ou de mettre en danger le maintien ou le développement de celle-ci. L'adoption de mesures spéciales en faveur des langues régionales ou minoritaires, destinées à promouvoir une égalité entre les locuteurs de ces langues et le reste de la population ou visant à tenir compte de leurs situations particulières, n'est pas considérée comme un acte de discrimination envers les locuteurs des langues plus répandues.
 3. Les Parties s'engagent à promouvoir, au moyen de mesures appropriées, la compréhension mutuelle entre tous les groupes linguistiques du pays, en faisant notamment en sorte que le respect, la compréhension et la tolérance à l'égard des langues régionales ou minoritaires figurent parmi les objectifs de l'éducation et de la formation dispensées dans le pays, et à encourager les moyens de communication de masse à poursuivre le même objectif.
 4. En définissant leur politique à l'égard des langues régionales ou minoritaires, les Parties s'engagent à prendre en considération les besoins et les vœux exprimés par les groupes pratiquant ces langues. Elles sont encouragées à créer, si nécessaire, des organes chargés de conseiller les autorités sur toutes les questions ayant trait aux langues régionales ou minoritaires.
 5. Les Parties s'engagent à appliquer, *mutatis mutandis*, les principes énumérés aux paragraphes 1 à 4 ci-dessus aux langues dépourvues de territoire. Cependant, dans le cas de ces langues, la nature et la portée des mesures à prendre pour donner effet à la présente Charte seront déterminées de manière souple, en tenant compte des besoins et des vœux, et en respectant les traditions et les caractéristiques des groupes qui pratiquent les langues en question.

Partie III – Mesures en faveur de l'emploi des langues régionales ou minoritaires dans la vie publique, à prendre en conformité avec les engagements souscrits en vertu du paragraphe 2 de l'article 2

Article 8 – Enseignement

1. En matière d'enseignement, les Parties s'engagent, en ce qui concerne le territoire sur lequel ces langues sont pratiquées, selon la situation de chacune de ces langues et sans préjudice de l'enseignement de la (des) langue(s) officielle(s) de l'Etat:
 - a.
 - i. à prévoir une éducation préscolaire assurée dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou
 - ii. à prévoir qu'une partie substantielle de l'éducation préscolaire soit assurée dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou
 - iii. à appliquer l'une des mesures visées sous i et ii ci-dessus au moins aux élèves dont les familles le souhaitent et dont le nombre est jugé suffisant; ou
 - iv. si les pouvoirs publics n'ont pas de compétence directe dans le domaine de l'éducation préscolaire, à favoriser et/ou à encourager l'application des mesures visées sous i à iii ci-dessus;

- b.
 - i. à prévoir un enseignement primaire assuré dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou
 - ii. à prévoir qu'une partie substantielle de l'enseignement primaire soit assurée dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou
 - iii. à prévoir, dans le cadre de l'éducation primaire, que l'enseignement des langues régionales ou minoritaires concernées fasse partie intégrante du curriculum; ou
 - iv. à appliquer l'une des mesures visées sous i à iii ci-dessus au moins aux élèves dont les familles le souhaitent et dont le nombre est jugé suffisant;
 - c.
 - i. à prévoir un enseignement secondaire assuré dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou
 - ii. à prévoir qu'une partie substantielle de l'enseignement secondaire soit assurée dans les langues régionales ou minoritaires; ou
 - iii. à prévoir, dans le cadre de l'éducation secondaire, l'enseignement des langues régionales ou minoritaires comme partie intégrante du curriculum; ou
 - iv. à appliquer l'une des mesures visées sous i à iii ci-dessus au moins aux élèves qui le souhaitent — ou, le cas échéant, dont les familles le souhaitent — en nombre jugé suffisant;
 - d.
 - i. à prévoir un enseignement technique et professionnel qui soit assuré dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou
 - ii. à prévoir qu'une partie substantielle de l'enseignement technique et professionnel soit assurée dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou
 - iii. à prévoir, dans le cadre de l'éducation technique et professionnelle, l'enseignement des langues régionales ou minoritaires concernées comme partie intégrante du curriculum; ou
 - iv. à appliquer l'une des mesures visées sous i à iii ci-dessus au moins aux élèves qui le souhaitent — ou, le cas échéant, dont les familles le souhaitent — en nombre jugé suffisant;
 - e.
 - i. à prévoir un enseignement universitaire et d'autres formes d'enseignement supérieur dans les langues régionales ou minoritaires; ou
 - ii. à prévoir l'étude de ces langues, comme disciplines de l'enseignement universitaire et supérieur; ou
 - iii. si, en raison du rôle de l'Etat vis-à-vis des établissements d'enseignement supérieur, les alinéas i et ii ne peuvent pas être appliqués, à encourager et/ou à autoriser la mise en place d'un enseignement universitaire ou d'autres formes d'enseignement supérieur dans les langues régionales ou minoritaires, ou de moyens permettant d'étudier ces langues à l'université ou dans d'autres établissements d'enseignement supérieur;
 - f.
 - i. à prendre des dispositions pour que soient donnés des cours d'éducation des adultes ou d'éducation permanente assurés principalement ou totalement dans les langues régionales ou minoritaires; ou
 - ii. à proposer ces langues comme disciplines de l'éducation des adultes et de l'éducation permanente; ou
 - iii. si les pouvoirs publics n'ont pas de compétence directe dans le domaine de l'éducation des adultes, à favoriser et/ou à encourager l'enseignement de ces langues dans le cadre de l'éducation des adultes et de l'éducation permanente;
 - g. à prendre des dispositions pour assurer l'enseignement de l'histoire et de la culture dont la langue régionale ou minoritaire est l'expression;
 - h. à assurer la formation initiale et permanente des enseignants nécessaire à la mise en œuvre de ceux des paragraphes a à g acceptés par la Partie;
 - i. à créer un ou plusieurs organe(s) de contrôle chargé(s) de suivre les mesures prises et les progrès réalisés dans l'établissement ou le développement de l'enseignement des langues régionales ou minoritaires, et à établir sur ces points des rapports périodiques qui seront rendus publics.
2. En matière d'enseignement et en ce qui concerne les territoires autres que ceux sur lesquels les langues régionales ou minoritaires sont traditionnellement pratiquées, les Parties s'engagent à autoriser, à encourager ou à mettre en place, si le nombre des locuteurs d'une langue régionale ou minoritaire le justifie, un enseignement dans ou de la langue régionale ou minoritaire aux stades appropriés de l'enseignement.

Article 9 – Justice

1. Les Parties s'engagent, en ce qui concerne les circonscriptions des autorités judiciaires dans lesquelles réside un nombre de personnes pratiquant les langues régionales ou minoritaires qui justifie les mesures spécifiées ci-après, selon la situation de chacune de ces langues et à la condition que l'utilisation des possibilités offertes par le présent paragraphe ne soit pas considérée par le juge comme faisant obstacle à la bonne administration de la justice:
 - a. dans les procédures pénales:
 - i. à prévoir que les juridictions, à la demande d'une des parties, mènent la procédure dans les langues régionales ou minoritaires; et/ou
 - ii. à garantir à l'accusé le droit de s'exprimer dans sa langue régionale ou minoritaire; et/ou
 - iii. à prévoir que les requêtes et les preuves, écrites ou orales, ne soient pas considérées comme irrecevables au seul motif qu'elles sont formulées dans une langue régionale ou minoritaire; et/ou
 - iv. à établir dans ces langues régionales ou minoritaires, sur demande, les actes liés à une procédure judiciaire,

si nécessaire par un recours à des interprètes et à des traductions n'entraînant pas de frais additionnels pour les intéressés;
 - b. dans les procédures civiles:
 - i. à prévoir que les juridictions, à la demande d'une des parties, mènent la procédure dans les langues régionales ou minoritaires; et/ou
 - ii. à permettre, lorsqu'une partie à un litige doit comparaître en personne devant un tribunal, qu'elle s'exprime dans sa langue régionale ou minoritaire sans pour autant encourir des frais additionnels; et/ou
 - iii. à permettre la production de documents et de preuves dans les langues régionales ou minoritaires,

si nécessaire par un recours à des interprètes et à des traductions;
 - c. dans les procédures devant les juridictions compétentes en matière administrative:
 - i. à prévoir que les juridictions, à la demande d'une des parties, mènent la procédure dans les langues régionales ou minoritaires; et/ou
 - ii. à permettre, lorsqu'une partie à un litige doit comparaître en personne devant un tribunal, qu'elle s'exprime dans sa langue régionale ou minoritaire sans pour autant encourir des frais additionnels; et/ou
 - iii. à permettre la production de documents et de preuves dans les langues régionales ou minoritaires,

si nécessaire par un recours à des interprètes et à des traductions;
 - d. à prendre des mesures afin que l'application des alinéas i et iii des paragraphes b et c ci-dessus et l'emploi éventuel d'interprètes et de traductions n'entraînent pas de frais additionnels pour les intéressés.
2. Les Parties s'engagent:
 - a. à ne pas refuser la validité des actes juridiques établis dans l'Etat du seul fait qu'ils sont rédigés dans une langue régionale ou minoritaire; ou
 - b. à ne pas refuser la validité, entre les parties, des actes juridiques établis dans l'Etat du seul fait qu'ils sont rédigés dans une langue régionale ou minoritaire, et à prévoir qu'ils seront opposables aux tiers intéressés non locuteurs de ces langues, à la condition que le contenu de l'acte soit porté à leur connaissance par celui qui le fait valoir; ou
 - c. à ne pas refuser la validité, entre les parties, des actes juridiques établis dans l'Etat du seul fait qu'ils sont rédigés dans une langue régionale ou minoritaire.
3. Les Parties s'engagent à rendre accessibles, dans les langues régionales ou minoritaires, les textes législatifs nationaux les plus importants et ceux qui concernent particulièrement les utilisateurs de ces langues, à moins que ces textes ne soient déjà disponibles autrement.

Article 10 – Autorités administratives et services publics

1. Dans les circonscriptions des autorités administratives de l'Etat dans lesquelles réside un nombre de locuteurs de langues régionales ou minoritaires qui justifie les mesures ci-après et selon la situation de chaque langue, les Parties s'engagent, dans la mesure où cela est raisonnablement possible:
 - a.
 - i. à veiller à ce que ces autorités administratives utilisent les langues régionales ou minoritaires; ou
 - ii. à veiller à ce que ceux de leurs agents qui sont en contact avec le public emploient les langues régionales ou minoritaires dans leurs relations avec les personnes qui s'adressent à eux dans ces langues; ou
 - iii. à veiller à ce que les locuteurs de langues régionales ou minoritaires puissent présenter des demandes orales ou écrites et recevoir une réponse dans ces langues; ou
 - iv. à veiller à ce que les locuteurs de langues régionales ou minoritaires puissent présenter des demandes orales ou écrites dans ces langues; ou
 - v. à veiller à ce que les locuteurs des langues régionales ou minoritaires puissent soumettre valablement un document rédigé dans ces langues;
 - b. à mettre à disposition des formulaires et des textes administratifs d'usage courant pour la population dans les langues régionales ou minoritaires, ou dans des versions bilingues;
 - c. à permettre aux autorités administratives de rédiger des documents dans une langue régionale ou minoritaire.
2. En ce qui concerne les autorités locales et régionales sur les territoires desquels réside un nombre de locuteurs de langues régionales ou minoritaires qui justifie les mesures ci-après, les Parties s'engagent à permettre et/ou à encourager:
 - a. l'emploi des langues régionales ou minoritaires dans le cadre de l'administration régionale ou locale;
 - b. la possibilité pour les locuteurs de langues régionales ou minoritaires de présenter des demandes orales ou écrites dans ces langues;
 - c. la publication par les collectivités régionales des textes officiels dont elles sont à l'origine également dans les langues régionales ou minoritaires;
 - d. la publication par les collectivités locales de leurs textes officiels également dans les langues régionales ou minoritaires;
 - e. l'emploi par les collectivités régionales des langues régionales ou minoritaires dans les débats de leurs assemblées, sans exclusion, cependant, l'emploi de la (des) langue(s) officielle(s) de l'Etat;
 - f. l'emploi par les collectivités locales de langues régionales ou minoritaires dans les débats de leurs assemblées, sans exclusion, cependant, l'emploi de la (des) langue(s) officielle(s) de l'Etat;
 - g. l'emploi ou l'adoption, le cas échéant conjointement avec la dénomination dans la (les) langue(s) officielle(s), des formes traditionnelles et correctes de la toponymie dans les langues régionales ou minoritaires.
3. En ce qui concerne les services publics assurés par les autorités administratives ou d'autres personnes agissant pour le compte de celles-ci, les Parties contractantes s'engagent, sur les territoires dans lesquels les langues régionales ou minoritaires sont pratiquées, en fonction de la situation de chaque langue et dans la mesure où cela est raisonnablement possible:
 - a. à veiller à ce que les langues régionales ou minoritaires soient employées à l'occasion de la prestation de service; ou
 - b. à permettre aux locuteurs de langues régionales ou minoritaires de formuler une demande et à recevoir une réponse dans ces langues; ou
 - c. à permettre aux locuteurs de langues régionales ou minoritaires de formuler une demande dans ces langues.
4. Aux fins de la mise en œuvre des dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 qu'elles ont acceptées, les Parties s'engagent à prendre une ou plusieurs des mesures suivantes:
 - a. la traduction ou l'interprétation éventuellement requises;
 - b. le recrutement et, le cas échéant, la formation des fonctionnaires et autres agents publics en nombre suffisant;
 - c. la satisfaction, dans la mesure du possible, des demandes des agents publics connaissant une langue régionale ou minoritaire d'être affectés dans le territoire sur lequel cette langue est pratiquée.
5. Les Parties s'engagent à permettre, à la demande des intéressés, l'emploi ou l'adoption de patronymes dans les langues régionales ou minoritaires.

Article 11 – Médias

1. Les Parties s'engagent, pour les locuteurs des langues régionales ou minoritaires, sur les territoires où ces langues sont pratiquées, selon la situation de chaque langue, dans la mesure où les autorités publiques ont, de façon directe ou indirecte, une compétence, des pouvoirs ou un rôle dans ce domaine, en respectant les principes d'indépendance et d'autonomie des médias:
 - a. dans la mesure où la radio et la télévision ont une mission de service public:
 - i. à assurer la création d'au moins une station de radio et une chaîne de télévision dans les langues régionales ou minoritaires; ou
 - ii. à encourager et/ou à faciliter la création d'au moins une station de radio et une chaîne de télévision dans les langues régionales ou minoritaires; ou
 - iii. à prendre les dispositions appropriées pour que les diffuseurs programment des émissions dans les langues régionales ou minoritaires;
 - b.
 1. à encourager et/ou à faciliter la création d'au moins une station de radio dans les langues régionales ou minoritaires; ou
 2. à encourager et/ou à faciliter l'émission de programmes de radio dans les langues régionales ou minoritaires, de façon régulière;
 - c.
 1. à encourager et/ou à faciliter la création d'au moins une chaîne de télévision dans les langues régionales ou minoritaires; ou
 2. à encourager et/ou à faciliter la diffusion de programmes de télévision dans les langues régionales ou minoritaires, de façon régulière;
 - d. à encourager et/ou à faciliter la production et la diffusion d'œuvres audio et audiovisuelles dans les langues régionales ou minoritaires;
 - e.
 1. à encourager et/ou à faciliter la création et/ou le maintien d'au moins un organe de presse dans les langues régionales ou minoritaires; ou
 2. à encourager et/ou à faciliter la publication d'articles de presse dans les langues régionales ou minoritaires, de façon régulière;
 - f.
 1. à couvrir les coûts supplémentaires des médias employant les langues régionales ou minoritaires, lorsque la loi prévoit une assistance financière, en général, pour les médias; ou
 2. à étendre les mesures existantes d'assistance financière aux productions audiovisuelles en langues régionales ou minoritaires;
 - g. à soutenir la formation de journalistes et autres personnels pour les médias employant les langues régionales ou minoritaires.
2. Les Parties s'engagent à garantir la liberté de réception directe des émissions de radio et de télévision des pays voisins dans une langue pratiquée sous une forme identique ou proche d'une langue régionale ou minoritaire, et à ne pas s'opposer à la retransmission d'émissions de radio et de télévision des pays voisins dans une telle langue. Elles s'engagent en outre à veiller à ce qu'aucune restriction à la liberté d'expression et à la libre circulation de l'information dans une langue pratiquée sous une forme identique ou proche d'une langue régionale ou minoritaire ne soit imposée à la presse écrite. L'exercice des libertés mentionnées ci-dessus, comportant des devoirs et des responsabilités, peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles, ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.
3. Les Parties s'engagent à veiller à ce que les intérêts des locuteurs de langues régionales ou minoritaires soient représentés ou pris en considération dans le cadre des structures éventuellement créées conformément à la loi, ayant pour tâche de garantir la liberté et la pluralité des médias.

Article 12 – Activités et équipements culturels

1. En matière d'activités et d'équipements culturels – en particulier de bibliothèques, de vidéothèques, de centres culturels, de musées, d'archives, d'académies, de théâtres et de cinémas.

ainsi que de travaux littéraires et de production cinématographique, d'expression culturelle populaire, de festivals, d'industries culturelles, incluant notamment l'utilisation des technologies nouvelles – les Parties s'engagent, en ce qui concerne le territoire sur lequel de telles langues sont pratiquées et dans la mesure où les autorités publiques ont une compétence, des pouvoirs ou un rôle dans ce domaine:

- a. à encourager l'expression et les initiatives propres aux langues régionales ou minoritaires, et à favoriser les différents moyens d'accès aux œuvres produites dans ces langues;
 - b. à favoriser les différents moyens d'accès dans d'autres langues aux œuvres produites dans les langues régionales ou minoritaires, en aidant et en développant les activités de traduction, de doublage, de post-synchronisation et de sous-titrage;
 - c. à favoriser l'accès dans des langues régionales ou minoritaires à des œuvres produites dans d'autres langues, en aidant et en développant les activités de traduction, de doublage, de post-synchronisation et de sous-titrage;
 - d. à veiller à ce que les organismes chargés d'entreprendre ou de soutenir diverses formes d'activités culturelles intègrent dans une mesure appropriée la connaissance et la pratique des langues et des cultures régionales ou minoritaires dans les opérations dont ils ont l'initiative ou auxquelles ils apportent un soutien;
 - e. à favoriser la mise à la disposition des organismes chargés d'entreprendre ou de soutenir des activités culturelles d'un personnel maîtrisant la langue régionale ou minoritaire, en plus de la (des) langue(s) du reste de la population;
 - f. à favoriser la participation directe, en ce qui concerne les équipements et les programmes d'activités culturelles, de représentants des locuteurs de la langue régionale ou minoritaire;
 - g. à encourager et/ou à faciliter la création d'un ou de plusieurs organismes chargés de collecter, de recevoir en dépôt et de présenter ou publier les œuvres produites dans les langues régionales ou minoritaires;
 - h. le cas échéant, à créer et/ou à promouvoir et financer des services de traduction et de recherche terminologique en vue, notamment, de maintenir et de développer dans chaque langue régionale ou minoritaire une terminologie administrative, commerciale, économique, sociale, technologique ou juridique adéquate.
2. En ce qui concerne les territoires autres que ceux sur lesquels les langues régionales ou minoritaires sont traditionnellement pratiquées, les Parties s'engagent à autoriser, à encourager et/ou à prévoir, si le nombre des locuteurs d'une langue régionale ou minoritaire le justifie, des activités ou équipements culturels appropriés, conformément au paragraphe précédent.
 3. Les Parties s'engagent, dans leur politique culturelle à l'étranger, à donner une place appropriée aux langues régionales ou minoritaires et à la culture dont elles sont l'expression.

Article 13 – Vie économique et sociale

1. En ce qui concerne les activités économiques et sociales, les Parties s'engagent, pour l'ensemble du pays:
 - a. à exclure de leur législation toute disposition interdisant ou limitant sans raisons justifiables le recours à des langues régionales ou minoritaires dans les documents relatifs à la vie économique ou sociale, et notamment dans les contrats de travail et dans les documents techniques tels que les modes d'emploi de produits ou d'équipements;
 - b. à interdire l'insertion, dans les règlements internes des entreprises et les actes privés, de clauses excluant ou limitant l'usage des langues régionales ou minoritaires, tout au moins entre les locuteurs de la même langue;
 - c. à s'opposer aux pratiques tendant à décourager l'usage des langues régionales ou minoritaires dans le cadre des activités économiques ou sociales;
 - d. à faciliter et/ou à encourager par d'autres moyens que ceux visés aux alinéas ci-dessus l'usage des langues régionales ou minoritaires.
2. En matière d'activités économiques et sociales, les Parties s'engagent, dans la mesure où les autorités publiques ont une compétence, dans le territoire sur lequel les langues régionales ou minoritaires sont pratiquées, et dans la mesure où cela est raisonnablement possible:
 - a. à définir, par leurs réglementations financières et bancaires, des modalités permettant, dans des conditions compatibles avec les usages commerciaux, l'emploi des langues régionales ou minoritaires dans la rédaction d'ordres de paiement (chèques, traites, etc.) ou d'autres documents financiers, ou, le cas échéant, à veiller à la mise en œuvre d'un tel processus;
 - b. dans les secteurs économiques et sociaux relevant directement de leur contrôle (secteur public), à réaliser des actions encourageant l'emploi des langues régionales ou minoritaires;
 - c. à veiller à ce que les équipements sociaux tels que les hôpitaux, les maisons de retraite, les foyers offrent la possibilité de recevoir et de soigner dans leur langue les locuteurs d'une

langue régionale ou minoritaire nécessitant des soins pour des raisons de santé, d'âge ou pour d'autres raisons;

- d. à veiller, selon des modalités appropriées, à ce que les consignes de sécurité soient également rédigées dans les langues régionales ou minoritaires;
- e. à rendre accessibles dans les langues régionales ou minoritaires les informations fournies par les autorités compétentes concernant les droits des consommateurs.

Article 14 – Echanges transfrontaliers

Les Parties s'engagent:

- a. à appliquer les accords bilatéraux et multilatéraux existants qui les lient aux Etats où la même langue est pratiquée de façon identique ou proche, ou à s'efforcer d'en conclure, si nécessaire, de façon à favoriser les contacts entre les locuteurs de la même langue dans les Etats concernés, dans les domaines de la culture, de l'enseignement, de l'information, de la formation professionnelle et de l'éducation permanente;
- b. dans l'intérêt des langues régionales ou minoritaires, à faciliter et/ou à promouvoir la coopération à travers les frontières, notamment entre collectivités régionales ou locales sur le territoire desquelles la même langue est pratiquée de façon identique ou proche.

Partie IV – Application de la Charte

Article 15 – Rapports périodiques

1. Les Parties présenteront périodiquement au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, sous une forme à déterminer par le Comité des Ministres, un rapport sur la politique suivie, conformément à la partie II de la présente Charte, et sur les mesures prises en application des dispositions de la partie III qu'elles ont acceptées. Le premier rapport doit être présenté dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la Charte à l'égard de la Partie en question, les autres rapports à des intervalles de trois ans après le premier rapport.
2. Les Parties rendront leurs rapports publics.

Article 16 – Examen des rapports

1. Les rapports présentés au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en application de l'article 15 seront examinés par un comité d'experts constitué conformément à l'article 17.
2. Des organismes ou associations légalement établis dans une Partie pourront attirer l'attention du comité d'experts sur des questions relatives aux engagements pris par cette Partie en vertu de la partie III de la présente Charte. Après avoir consulté la Partie intéressée, le comité d'experts pourra tenir compte de ces informations dans la préparation du rapport visé au paragraphe 3 du présent article. Ces organismes ou associations pourront en outre soumettre des déclarations quant à la politique suivie par une Partie, conformément à la partie II.
3. Sur la base des rapports visés au paragraphe 1 et des informations visées au paragraphe 2, le comité d'experts préparera un rapport à l'attention du Comité des Ministres. Ce rapport sera accompagné des observations que les Parties seront invitées à formuler et pourra être rendu public par le Comité des Ministres.
4. Le rapport visé au paragraphe 3 contiendra en particulier les propositions du comité d'experts au Comité des Ministres en vue de la préparation, le cas échéant, de toute recommandation de ce dernier à une ou plusieurs Parties.
5. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe fera un rapport biennal détaillé à l'Assemblée parlementaire sur l'application de la Charte.

Article 17 – Comité d'experts

1. Le comité d'experts sera composé d'un membre pour chaque Partie, désigné par le Comité des Ministres sur une liste de personnes de la plus haute intégrité, d'une compétence reconnue dans les matières traitées par la Charte, qui seront proposées par la Partie concernée.
2. Les membres du comité seront nommés pour une période de six ans et leur mandat sera renouvelable. Si un membre ne peut remplir son mandat, il sera remplacé conformément à la procédure prévue au paragraphe 1, et le membre nommé en remplacement achèvera le terme du mandat de son prédécesseur.
3. Le comité d'experts adoptera son règlement intérieur. Son secrétariat sera assuré par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Partie V — Dispositions finales

Article 18

La présente Charte est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 19

1. La présente Charte entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle cinq Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Charte, conformément aux dispositions de l'article 18.
2. Pour tout Etat membre qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Charte, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 20

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Charte, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe à adhérer à la Charte.
2. Pour tout Etat adhérent, la Charte entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 21

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, formuler une ou plusieurs réserve(s) aux paragraphes 2 à 5 de l'article 7 de la présente Charte. Aucune autre réserve n'est admise.
2. Tout Etat contractant qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe précédent peut la retirer en tout ou en partie en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet à la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 22

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Charte en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 23

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Charte:

- a. toute signature;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Charte, conformément à ses articles 19 et 20;
- d. toute notification reçue en application des dispositions de l'article 3, paragraphe 2;
- e. tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Charte.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Charte. Fait à Strasbourg, le 5 novembre 1992, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe et à tout Etat invité à adhérer à la présente Charte.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

PREAMBOLO

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa firmatari della presente Carta,

Considerato che il fine del Consiglio d'Europa è realizzare un'unione più stretta tra i suoi membri, in particolare per salvaguardare e promuovere gli ideali che sono loro comune patrimonio;

Considerato che la tutela delle lingue storiche regionali o minoritarie d'Europa, alcune delle quali col tempo rischiano di scomparire, contribuisce a mantenere e a sviluppare le tradizioni e la ricchezza culturale dell'Europa;

Considerato che il diritto ad usare una lingua regionale o minoritaria nella vita privata e pubblica costituisce un diritto inalienabile in conformità ai principi contenuti nel Patto Internazionale sui diritti civili e politici delle Nazioni Unite e in conformità allo spirito della Convenzione del Consiglio d'Europa sulla salvaguardia dei Diritti dell'Uomo e delle Libertà fondamentali;

Tenuto conto del lavoro realizzato nell'ambito della CSCE e in particolare dell'Atto Finale di Helsinki del 1975 e del Documento della Riunione di Copenhagen del 1990;

Sottolineato il valore dell'interculturalismo e del plurilinguismo e considerato che la tutela e l'incoraggiamento delle lingue regionali o minoritarie non dovrebbero risolversi a detrimento delle lingue ufficiali e della necessità di apprenderle;

Consapevoli del fatto che la tutela e la promozione delle lingue regionali o minoritarie nei diversi paesi e regioni d'Europa rappresentano un contributo importante per l'edificazione di un'Europa fondata sui principi della democrazia e della diversità culturale, nel quadro della sovranità nazionale e dell'integrità territoriale;

Presi in considerazione le condizioni specifiche e le tradizioni storiche proprie di ciascuna regione dei paesi d'Europa,

Hanno convenuto quanto segue:

PARTE I - DISPOSIZIONI GENERALI**Articolo 1 - Definizioni**

Al sensi della presente Carta:

- a. con l'espressione "lingue regionali o minoritarie" si intendono le lingue
 - i. tradizionalmente parlate nell'ambito di un territorio di uno Stato da cittadini di quello Stato che costituiscono un gruppo numericamente inferiore al resto della popolazione dello Stato, e
 - ii. diverse dalla/e lingua/e ufficiale/i di quello Stato;tale espressione non comprende né i dialetti della/e lingua/e ufficiale/i dello Stato né le lingue degli immigrati;
- b. per "territorio nel quale una lingua regionale o minoritaria viene usata" si intende l'area geografica nella quale questa lingua costituisce il modo di esprimersi di un numero di persone tale da giustificare l'adozione delle diverse misure di tutela e promozione previste dalla presente Carta;

- c. con l'espressione "lingue sprovviste di territorio" si indicano le lingue usate dai cittadini dello Stato, le quali differiscono dalla/e lingua/e usata/e dal resto della popolazione dello Stato, ma che, benché tradizionalmente parlate nell'ambito del territorio di tale Stato, non possono essere identificate con una particolare area geografica dello stesso.

Articolo 2 - Impegni

1. Ciascuna delle parti si impegna ad applicare le disposizioni della Parte II a tutte le lingue regionali o minoritarie parlate nell'ambito del proprio territorio e rispondenti alle definizioni dell'articolo 1.
2. Per quanto riguarda ogni lingua indicata al momento della ratifica, accettazione o approvazione, in conformità all'articolo 3, ogni Parte si impegna ad applicare un minimo di trentacinque paragrafi scelti tra le disposizioni della Parte III della presente Carta, di cui almeno tre scelti da ciascuno degli articoli 8 e 12 e uno da ciascuno degli articoli 9, 10, 11 e 13.

Articolo 3 - Modalità

1. Ciascuno Stato contraente dovrà specificare nell'atto di ratifica, accettazione o approvazione, ogni lingua regionale o minoritaria, o ogni lingua ufficiale, meno parlata su tutto o su parte del proprio territorio, a cui si applicheranno i paragrafi scelti in conformità al paragrafo 2 dell'articolo 2.
2. Qualsiasi parte può, in qualsiasi momento successivo, notificare al Segretario Generale che essa accetta gli obblighi derivanti dalle disposizioni di qualsiasi altro paragrafo della Carta non ancora specificato nello strumento di ratifica, accettazione o approvazione, o di applicare il paragrafo 1 del presente articolo ad altre lingue regionali o minoritarie, o ad altre lingue ufficiali meno parlate su tutto o su parte del proprio territorio.
3. Gli impegni previsti nel paragrafo precedente saranno ritenuti parte integrante della ratifica, accettazione o approvazione ed avranno uguale effetto a partire dalla data della loro notifica.

Articolo 4 - Attuali norme di tutela

1. Nessuna delle disposizioni della presente Carta può essere interpretata in senso limitativo o in deroga ai diritti garantiti dalla Convenzione europea sui Diritti dell'Uomo.
2. Le disposizioni della presente Carta non avranno alcuna incidenza sulle disposizioni più favorevoli che regolano la situazione delle lingue regionali o minoritarie o lo stato giuridico delle persone appartenenti alle minoranze e che già esistono in una Parte o sono previsti da specifici accordi internazionali bilaterali o multilaterali.

Articolo 5 - Obblighi esistenti

Nulla di quanto è contenuto nella presente Carta potrà essere interpretato a sostegno di un qualsiasi diritto ad intraprendere un'attività o a svolgere un'azione che si contrapponga ai fini della Carta delle Nazioni Unite o ad altri obblighi del diritto internazionale, compreso il principio della sovranità e dell'integrità territoriale degli Stati.

Articolo 6 - Informazioni

Le parti si impegnano ad assicurare che autorità di governo, organizzazioni e persone interessate siano informate riguardo ai diritti e doveri stabiliti dalla presente Carta.

PARTE II - OBIETTIVI E PRINCIPI PERSEGUITI IN CONFORMITA' AL PARAGRAFO 1 DELL'ARTICOLO 2**Articolo 7 - Obiettivi e principi**

1. Per quanto riguarda le lingue regionali o minoritarie, nei territori nei quali queste lingue sono parlate e secondo la situazione di ciascuna lingua, le Parti fondano la loro politica, la loro legislazione e la loro prassi sui seguenti obiettivi e principi:
 - a. il riconoscimento delle lingue regionali o minoritarie in quanto espressione della ricchezza culturale;
 - b. il rispetto dell'area geografica di ciascuna lingua regionale o minoritaria in modo da assicurare che le circoscrizioni amministrative esistenti o nuove non costituiscano un ostacolo alla promozione di questa lingua regionale o minoritaria;
 - c. la necessità di una decisa azione di promozione delle lingue regionali o minoritarie al fine di salvaguardarle;
 - d. l'agevolazione e/o l'incoraggiamento all'uso orale e scritto delle lingue regionali o minoritarie nella vita pubblica e privata;
 - e. il mantenimento e lo sviluppo dei rapporti, nei settori previsti dalla presente Carta, tra i gruppi parlanti una lingua regionale o minoritaria ed altri gruppi dello stesso Stato parlanti una lingua usata in forma identica o simile, oltre alla instaurazione di rapporti culturali con altri gruppi dello Stato parlanti lingue diverse;
 - f. la previsione di forme e mezzi adeguati di insegnamento e studio delle lingue regionali o minoritarie a tutti i livelli;
 - g. la previsione di mezzi che permettano ai non locutori di una lingua regionale o minoritaria che abitino nell'area dove questa lingua viene usata, di apprenderla, qualora lo desiderino;
 - h. la promozione di studi e di ricerche sulle lingue regionali o minoritarie nelle università o presso istituti equivalenti;
 - i. la promozione di forme appropriate di scambi transnazionali, nei settori previsti dalla presente Carta, per le lingue regionali o minoritarie usate in forma identica o simile in due o più Stati.
2. Le Parti si impegnano ad eliminare, qualora non l'avessero ancora fatto, qualsiasi ingiustificata distinzione, esclusione, restrizione o preferenza relative all'uso di una lingua regionale o minoritaria, intese a scoraggiare o a danneggiare il mantenimento e lo sviluppo della stessa. L'adozione di provvedimenti speciali a favore delle lingue regionali o minoritarie destinati a promuovere l'uguaglianza tra i locutori di queste lingue e il resto della popolazione e miranti a tenere nella dovuta considerazione le loro specifiche situazioni, non è considerata un atto discriminante nei confronti di locutori di lingue più ampiamente diffuse.

3. Le Parti si impegnano a promuovere con misure appropriate la mutua comprensione fra tutti i gruppi linguistici del loro paese, in particolare facendo in modo che il rispetto, la comprensione e la tolleranza nei confronti delle lingue regionali o minoritarie figurino tra gli obiettivi dell'istruzione e formazione date nel loro paese, e ad incoraggiare i mass-media a perseguire lo stesso obiettivo.
4. Definendo la loro politica nei confronti delle lingue regionali o minoritarie, le parti si impegnano a prendere in considerazione le esigenze e i desideri espressi dai gruppi che parlano tali lingue. Essi vengono incoraggiati a creare, se necessario, degli organi incaricati di consigliare le autorità di governo su tutte le questioni riguardanti le lingue regionali o minoritarie.
5. Le parti si impegnano ad applicare, mutatis mutandis, i principi enumerati nei precedenti paragrafi da 1 a 4, alle lingue sprovviste di territorio. Tuttavia, per quanto riguarda queste lingue, la natura e la portata delle misure da adottare per rendere effettiva la presente Carta saranno determinate in modo flessibile, tenendo conto delle esigenze e dei desideri e rispettando le tradizioni e le caratteristiche dei gruppi che parlano le lingue in questione.

PARTE III - MISURE ATTE A PROMUOVERE L'USO DELLE LINGUE REGIONALI O MINORITARIE NELLA VITA PUBBLICA CONFORMEMENTE AGLI IMPEGNI SOTTOSCRITTI IN VIRTU' DEL PARAGRAFO 2 DELL'ARTICOLO 2

Articolo 8 - Istruzione

1. Quanto all'istruzione, le Parti si impegnano, nell'ambito del territorio nel quale queste lingue sono parlate, a seconda della situazione di ciascuna di dette lingue e senza pregiudizi riguardo all'insegnamento della/e lingua/e ufficiale/i dello Stato, a:
 - a.
 - i. assicurare l'istruzione prescolare nelle relative lingue regionali o minoritarie; oppure
 - ii. assicurare una parte rilevante dell'istruzione prescolare nelle relative lingue regionali o minoritarie; oppure
 - iii. applicare una delle misure previste nei precedenti punti i) e ii) almeno agli alunni le cui famiglie lo desiderino e il numero dei quali sia ritenuto sufficiente; oppure
 - iv. qualora l'amministrazione pubblica non avesse competenza diretta nel campo dell'istruzione prescolare, favorire e/o incoraggiare l'applicazione dei provvedimenti previsti nei precedenti punti da i) e ii);
 - b.
 - i. assicurare l'istruzione primaria nelle relative lingue regionali o minoritarie; oppure
 - ii. assicurare una parte rilevante dell'istruzione primaria nelle relative lingue regionali o minoritarie; oppure
 - iii. prevedere, nel quadro dell'istruzione primaria, che l'insegnamento delle relative lingue regionali o minoritarie costituisca parte integrante del curriculum; oppure

- iv. applicare una delle misure previste nei precedenti punti da i) a iii) almeno agli alunni le cui famiglie lo desiderino e il cui numero sia ritenuto sufficiente;
- c. i. assicurare l'istruzione secondaria nelle relative lingue regionali o minoritarie; oppure
 - ii. assicurare una parte rilevante dell'istruzione secondaria nelle lingue regionali o minoritarie; oppure
 - iii. prevedere, nel quadro dell'istruzione secondaria, l'insegnamento delle lingue regionali o minoritarie come parte integrante del curriculum; oppure
 - iv. applicare una delle misure previste nei precedenti punti da i) a iii) almeno agli alunni che lo desiderino - o, dove si presenti il caso, le cui famiglie lo desiderino - in numero ritenuto sufficiente;
- d. i. assicurare un'istruzione tecnica e professionale nelle relative lingue regionali o minoritarie; oppure
 - ii. assicurare una parte rilevante dell'istruzione tecnica e professionale nelle relative lingue regionali o minoritarie; oppure
 - iii. prevedere, nel quadro dell'istruzione tecnica e professionale, l'insegnamento delle relative lingue regionali o minoritarie come parte integrante del curriculum; oppure
 - iv. applicare una delle misure previste nei precedenti punti da i) a iii) almeno agli alunni che lo desiderino - o, dove si presenti il caso, le cui famiglie lo desiderino - in numero ritenuto sufficiente;
- e. i. prevedere l'istruzione universitaria e altre forme di istruzione superiore nelle lingue regionali o minoritarie; oppure
 - ii. prevedere lo studio di queste lingue come discipline dell'insegnamento universitario e superiore; oppure
 - iii. se, a causa del ruolo dello Stato nei confronti degli istituti di istruzione superiore, gli art. 1) e ii) non possono essere applicati, incoraggiare e/o autorizzare l'attuazione di un insegnamento universitario o di altre forme di insegnamento superiore nelle lingue regionali o minoritarie, o mettere a disposizione dei mezzi che permettano di studiare queste lingue all'università o in altri istituti superiori;
- f. i. provvedere affinché siano assicurati corsi di educazione per adulti o di istruzione permanente principalmente o totalmente nelle lingue regionali o minoritarie; oppure
 - ii. proporre queste lingue come discipline per l'istruzione degli adulti e per l'educazione permanente; oppure
 - iii. qualora l'amministrazione pubblica non avesse competenza diretta nel campo dell'istruzione degli adulti, favorire e/o incoraggiare l'insegnamento di queste lingue nel quadro dell'istruzione degli adulti e dell'istruzione permanente;

- g. provvedere affinché sia assicurato l'insegnamento della storia e della cultura di cui la lingua regionale o minoritaria è espressione;
 - h. assicurare la formazione iniziale e permanente degli insegnanti necessaria e mettere in atto quanto detto al paragrafi da a) a g) accolti della Parte;
 - i. creare uno o più organi di vigilanza incaricati di controllare le misure adottate e i risultati raggiunti nell'istituzione o nello sviluppo dell'insegnamento delle lingue regionali o delle minoranze e di redigere delle relazioni periodiche sulle loro indagini, che saranno rese pubbliche.
2. Per quanto riguarda l'istruzione, e rispetto ai territori diversi da quelli nei quali le lingue regionali o minoritarie sono tradizionalmente usate, le Parti si impegnano ad autorizzare, incoraggiare o attuare, qualora il numero dei locutori di una lingua regionale o minoritaria lo giustifichi, l'insegnamento nella o della lingua regionale o minoritaria a tutti i relativi livelli di istruzione.

Articolo 9 - Autorità giudiziarie

1. Le parti si impegnano, riguardo alle circoscrizioni delle autorità giudiziarie dove il numero dei residenti parlanti le lingue regionali o minoritarie giustifichi le misure specificate sotto, e seconda della situazione di ciascuna di queste lingue e a condizione che l'utilizzo delle possibilità offerte dal presente paragrafo non sia considerato dai giudici un ostacolo alla corretta amministrazione della giustizia:
 - a. nelle procedure penali:
 - i. a prevedere che i giudici, su richiesta di una delle parti, conducano la procedura nelle lingue regionali o minoritarie; e/o
 - ii. a garantire all'imputato il diritto di esprimersi nella propria lingua regionale o minoritaria; e/o
 - iii. a prevedere che istanze e prove, scritte o orali, non siano considerate inaccettabili per il solo motivo che sono formulate in una lingua regionale o minoritaria; e/o
 - iv. a esibire, su richiesta, gli atti legali ad una procedura giudiziaria nella relativa lingua regionale o minoritaria.
se necessario facendo ricorso ad interpreti e a traduzioni che non implicino spese ulteriori per gli interessati;
 - b. nelle procedure civili:
 - i. a prevedere che i giudici, su richiesta di una delle parti, conducano la procedura nella lingua regionale o minoritaria; e/o
 - ii. a permettere, qualora una parte in causa debba comparire di persona davanti ad un tribunale, che questa si esprima nella propria lingua regionale o minoritaria senza per questo dover sostenere ulteriori spese; e/o
 - iii. a permettere l'esibizione di documenti e prove nelle lingue regionali o minoritarie, facendo ricorso,

se necessario, ad interpreti e a traduzioni;

c. nelle procedure davanti a tribunali competenti in materia amministrativa:

- i. a prevedere che i giudici, su richiesta di una delle parti, conducano la procedura nelle lingue regionali o minoritarie; e/o
- ii. a permettere, qualora una parte in causa debba comparire di persona davanti ad un tribunale, che questa si esprima nella propria lingua regionale o minoritaria senza per questo dover sostenere spese ulteriori; e/o
- iii. a permettere l'esibizione di documenti e prove nelle lingue regionali o minoritarie

se necessario, facendo ricorso ad interpreti e a traduzioni;

d. a prendere dei provvedimenti, affinché l'applicazione degli alinea i) e ii) dei precedenti paragrafi b) e c) e l'eventuale impiego di interpreti e di traduttori non comportino ulteriori spese per le persone interessate.

2. Le Parti si impegnano:

- a. a non negare la validità di atti giuridici redatti nello Stato per il solo fatto che non sono formulati in una lingua regionale o minoritaria; oppure
- b. a non negare la validità, tra le parti, di atti giuridici redatti nello Stato per il solo fatto che sono formulati in una lingua regionale o minoritaria e a provvedere affinché essi possano essere fatti valere contro terzi interessati che non siano locutori di queste lingue a condizione che il contenuto dell'atto sia portato loro a conoscenza da colui che lo fa valere; oppure
- c. a non negare la validità, tra le parti, di atti giuridici redatti nello Stato per il solo fatto che essi sono formulati in una lingua regionale o minoritaria.

3. Le Parti si impegnano a rendere accessibili, nelle lingue regionali o minoritarie, i testi legislativi nazionali più importanti e quelli che riguardano i locutori di queste lingue, a meno che tali testi non siano già disponibili in altro modo.

Articolo 10 - Autorità amministrative e servizi pubblici

1. Nelle circoscrizioni amministrative dello Stato dove risiede un numero di locutori di lingue regionali o minoritarie tale da giustificare i provvedimenti specificati sotto e secondo la situazione di ciascuna lingua, le Parti si impegnano, nella misura in cui ciò sia più o meno possibile, a:

- a. i. assicurare che le autorità amministrative usino le lingue regionali o minoritarie; oppure

- ii. assicurare che i funzionari in contatto col pubblico usino le lingue regionali o minoritarie nei rapporti con le persone che si rivolgono a loro in tali lingue; oppure
 - iii. assicurare che i locutori di lingue regionali o minoritarie possano presentare domande orali o scritte e ricevere risposte in tali lingue; oppure
 - iv. assicurare che i locutori di lingue regionali o minoritarie possano presentare domande orali o scritte in tali lingue; oppure
 - v. assicurare che i locutori di lingue regionali o minoritarie possano validamente presentare un documento redatto in tali lingue;
- b. mettere a disposizione moduli e testi amministrativi di uso corrente per la popolazione nelle lingue regionali o minoritarie o in versioni bilingui;
 - c. permettere alle autorità amministrative di redigere documenti in una lingua regionale o minoritaria.
2. Per quanto riguarda le autorità locali e regionali sui cui territori il numero dei residenti parlanti lingue regionali o minoritarie sia tale da giustificare i provvedimenti sotto specificati, le Parti si impegnano a permettere e/o ad incoraggiare:
- a. l'uso delle lingue regionali o minoritarie nel quadro dell'amministrazione regionale o locale;
 - b. la possibilità per i locutori di lingue regionali o minoritarie di presentare domande orali o scritte in tali lingue;
 - c. la pubblicazione da parte delle autorità regionali dei documenti ufficiali anche nelle relative lingue regionali o minoritarie;
 - d. la pubblicazione da parte delle autorità locali dei documenti ufficiali anche nelle relative lingue regionali o minoritarie;
 - e. l'uso da parte delle autorità regionali delle lingue regionali o minoritarie nei dibattiti delle assemblee, senza escludere, tuttavia, l'uso della/e lingua/e ufficiale/i dello Stato;
 - f. l'uso da parte delle autorità locali delle lingue regionali o minoritarie nei dibattiti delle assemblee, senza escludere, tuttavia, l'uso della/e lingua/e ufficiale/i dello Stato;
 - g. l'uso e l'adozione, se necessario insieme alla denominazione nella/e lingua/e ufficiale/i, delle forme tradizionali e corrette della toponomastica nelle lingue regionali o minoritarie.
3. Per quanto riguarda i servizi pubblici assicurati dalle autorità amministrative o da altri aventi la loro funzione, le Parti si impegnano, nell'ambito del territorio nel quale le lingue regionali o minoritarie sono parlate, secondo la situazione di ciascuna lingua e nella misura in cui ciò sia più o meno possibile, a:

- a. assicurare che le lingue regionali o minoritarie siano usate in occasione della presentazione del servizio; oppure
 - b. permettere ai locutori delle lingue regionali o minoritarie di formulare domande e ricevere risposte in tali lingue; oppure
 - c. permettere ai locutori delle lingue regionali o minoritarie di formulare una domanda in tali lingue.
4. Al fine di rendere effettive le disposizioni di cui ai paragrafi 1, 2 e 3 che esse hanno accettato, le Parti si impegnano a prendere uno o più dei seguenti provvedimenti:
- a. l'utilizzo di traduzioni o di interpreti eventualmente richiesti;
 - b. l'assunzione e, dove ciò non fosse possibile, la formazione di funzionari e di altri impiegati pubblici in numero sufficiente;
 - c. l'accettazione, per quanto possibile, delle richieste di impiegati pubblici con conoscenza di una lingua regionale o minoritaria di essere nominati nel territorio dove questa lingua sia parlata.
5. Le Parti si impegnano a permettere, su richiesta degli interessati, l'uso o l'adozione di cognomi nelle lingue regionali o minoritarie.

Articolo 11 - Mass Media

1. Le Parti si impegnano, nei confronti dei locutori delle lingue regionali o minoritarie nei territori dove queste lingue sono usate, secondo la situazione di ciascuna, nella misura in cui l'amministrazione pubblica abbia, in maniera diretta o indiretta, competenza, potere o un ruolo in questo campo e rispettando i principi di indipendenza e di autonomia del mass media:
- a. nella misura in cui la radio e la televisione abbiano una funzione di servizio pubblico:
 - i. ad assicurare la creazione di almeno una emittente radiofonica e di un canale televisivo nelle lingue regionali o minoritarie, oppure
 - ii. a incoraggiare e/o facilitare la creazione di almeno una emittente radiofonica e di un canale televisivo nelle lingue regionali o minoritarie, oppure
 - iii. a prendere adeguati provvedimenti affinché gli enti radiotelevisivi programmino delle trasmissioni nelle lingue regionali o minoritarie;
 - b.
 - i. a incoraggiare e/o facilitare la creazione di almeno una emittente radiofonica nelle lingue regionali o minoritarie, oppure
 - ii. a incoraggiare e/o facilitare la trasmissione di programmi radiofonici regolari nelle lingue regionali o minoritarie.
 - c.
 - i. a incoraggiare e/o facilitare la creazione di almeno un canale televisivo nelle lingue regionali o minoritarie, oppure

- b. favorire i diversi mezzi di accesso in altre lingue alle opere prodotte nelle lingue regionali o minoritarie promuovendo e sviluppando le attività di traduzione, doppiaggio, post-sincronizzazione e uso di sottotitoli;
 - c. favorire l'accesso in lingue regionali o minoritarie ad opere prodotte in altre lingue, promuovendo e sviluppando le attività di traduzione, doppiaggio, post-sincronizzazione e uso di sottotitoli;
 - d. assicurare che gli organismi incaricati di organizzare o di sostenere diverse forme di attività culturali includano in misura adeguata la conoscenza e l'uso delle lingue e culture regionali o minoritarie nelle attività che essi promuovono o sostengono;
 - e. favorire dei provvedimenti per assicurare che gli organismi incaricati di organizzare o sostenere le attività culturali abbiano a disposizione del personale con piena padronanza della lingua regionale o minoritaria oltre che della/e lingua/e del resto della popolazione;
 - f. favorire la partecipazione diretta, per quanto riguarda le strutture e i programmi delle attività culturali, di rappresentanti dei locutori di lingue regionali o minoritarie;
 - g. incoraggiare e/o facilitare la creazione di uno o più organismi incaricati di raccogliere, archiviare e presentare al pubblico opere prodotte nelle lingue regionali o minoritarie;
 - h. se necessario, creare e/o promuovere e finanziare servizi di traduzione e di ricerca terminologica, soprattutto allo scopo di mantenere e sviluppare in ciascuna lingua regionale o minoritaria una appropriata terminologia amministrativa, commerciale, economica, sociale, tecnologica o giuridica.
2. Per quanto riguarda i territori diversi da quelli in cui le lingue regionali o minoritarie sono tradizionalmente usate, le Parti si impegnano ad autorizzare, incoraggiare e/o prevedere, qualora il numero dei locutori della lingua regionale o minoritaria lo giustifichi, adeguate attività o strutture culturali in conformità al paragrafo precedente.
 3. Le Parti si impegnano, nella loro politica culturale all'estero, a dare un posto adeguato alle lingue regionali o minoritarie e alla cultura di cui esse sono l'espressione.

Articolo 13 - Vita economica e sociale

1. Per quanto riguarda le attività economiche e sociali, le Parti si impegnano, in tutto il paese, a:
 - a. escludere dalla loro legislazione qualunque disposizione che proibisca o limiti senza motivi giustificabili l'uso delle lingue regionali o minoritarie nei documenti concernenti la vita economica o sociale e particolarmente nei contratti di lavoro e nei documenti tecnici quali istruzioni per l'uso di prodotti o di impianti;
 - b. proibire l'inserimento nei regolamenti interni delle imprese e negli atti privati di clausole che escludano o limitino l'uso delle lingue regionali o minoritarie, almeno tra i locutori della stessa lingua;
 - c. opporsi a norme che tendano a scoraggiare l'uso delle lingue regionali o minoritarie nel quadro delle attività economiche o sociali;

- d. facilitare e/o incoraggiare con mezzi diversi da quelli previsti nei precedenti almeno l'uso delle lingue regionali o minoritarie.
2. Quanto alle attività economiche e sociali, le Parti si impegnano, a seconda della competenza dell'amministrazione pubblica, nel territorio nel quale le lingue regionali o minoritarie sono usate e per quanto ciò sia più o meno possibile, a:
- a. includere nei loro regolamenti finanziari e bancari, delle clausole che permettano, con condizioni compatibili con la pratica commerciale, l'uso delle lingue regionali o minoritarie nelle emissioni di ordini di pagamento (assegni, tratte, ecc.) e di altri documenti finanziari o, all'occorrenza, assicurare che tale processo sia reso effettivo;
 - b. nei settori economici e sociali direttamente sotto il loro controllo (settore pubblico), organizzare attività per promuovere l'uso delle lingue regionali o minoritarie;
 - c. assicurare che le strutture sociali quali ospedali, case di riposo e penitenziari offrano la possibilità di ricevere e trattare nella loro lingua i locutori di una lingua regionale o minoritaria i quali necessitano di cure per motivi di salute, per vecchiaia o per altri motivi;
 - d. assicurare, con adeguate modalità, che le segnalazioni di sicurezza siano redatte regionali o minoritarie;
 - e. rendere accessibili nelle lingue regionali o minoritarie le informazioni fornite dalle riguardo ai diritti dei consumatori.

Articolo 14 - Scambi transfrontalieri

1. Le Parti si impegnano:
 - a. ad applicare gli accordi bilaterali e multilaterali che le legano agli Stati in cui venga usata la stessa lingua in forma identica o simile, o a cercare di concluderli se necessario, in modo da favorire i contatti tra i locutori della stessa lingua negli Stati interessati, nei campi della cultura, dell'educazione, dell'informazione, della formazione professionale e dell'educazione permanente;
 - b. nell'interesse delle lingue regionali o minoritarie a facilitare e/o promuovere la cooperazione transfrontaliera, in particolare tra le amministrazioni regionali o locali nel cui territorio la stessa lingua venga usata in forma identica o simile.

PORTE IV - APPLICAZIONE DELLA CARTA

Articolo 15 - Rapporti periodici

1. Le Parti presenteranno periodicamente al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, in forma da determinarsi dal Consiglio dei Ministri, un rapporto sulla politica perseguita in conformità con la Parte II della presente Carta e sulle misure adottate per attuare le disposizioni della Parte III che esse hanno accettato. Il primo rapporto deve essere presentato l'anno dopo l'entrata in vigore della Carta per la Parte interessata, gli altri rapporti a intervalli di tre anni dopo il primo.

2. Le Parti renderanno pubblici i loro rapporti.

Articolo 16 - Verifica dei rapporti

1. I rapporti presentati al Segretario Generale del Consiglio d'Europa previsti dall'articolo 15 saranno vagliati da un comitato di esperti costituito in conformità all'articolo 17.
2. Organismi e associazioni legalmente costituite in una Parte potranno far presente al Comitato di esperti questioni relative agli impegni presi da questa Parte in virtù della Parte III della presente Carta. Dopo aver consultato la Parte interessata, il Comitato di esperti potrà tener conto di tali informazioni nella stesura del rapporto previsto al paragrafo 3 del presente articolo. Questi organismi o associazioni potranno inoltre presentare delle dichiarazioni concernenti la politica perseguita da una Parte in conformità alla Parte III.
3. Sulla base dei rapporti previsti al paragrafo 1 e delle informazioni previste al paragrafo 2, il comitato di esperti preparerà un rapporto per il Comitato dei Ministri. Questo rapporto sarà accompagnato dalle osservazioni che le Parti saranno invitate a formulare e potrà essere reso pubblico dal Comitato dei Ministri.
4. Il rapporto previsto al paragrafo 3 conterrà in particolare le proposte del comitato di esperti al Comitato dei Ministri in vista della preparazione di eventuali osservazioni di quest'ultimo ad una o più Parti.
5. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa presenterà un rapporto biennale dettagliato all'Assemblea parlamentare sull'applicazione della Carta.

Articolo 17 - Comitato di esperti

1. Il comitato di esperti sarà composto da un membro di ciascuna Parte che il Comitato dei Ministri designerà da una lista di persone di alta levatura morale e di riconosciuta competenza nelle questioni trattate dalla Carta, le quali saranno proposte dalla Parte interessata.
2. I membri del comitato saranno nominati per un periodo di sei anni e il loro mandato è rinnovabile. qualora un membro non potesse completare il suo mandato, quest'ultimo sarà sostituito conformemente alla procedura prevista al paragrafo 1 e il membro nominato in sua vece completerà il periodo del mandato del suo predecessore.
3. Il comitato di esperti adotterà un suo regolamento interno. I suoi servizi di segreteria saranno assicurati dal Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

PARTE V - DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 18

La presente Carta è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa. Essa sarà sottoposta a ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Article 2 – Engagements

1. Chaque Partie s'engage à appliquer les dispositions de la partie II à l'ensemble des langues régionales ou minoritaires pratiquées sur son territoire, qui répondent aux définitions de l'article 1.
2. En ce qui concerne toute langue indiquée au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation, conformément à l'article 3, chaque Partie s'engage à appliquer un minimum de trente-cinq paragraphes ou alinéas choisis parmi les dispositions de la partie III de la présente Charte, dont au moins trois choisis dans chacun des articles 8 et 12 et un dans chacun des articles 9, 10, 11 et 13.

Article 3 – Modalités

1. Chaque Etat contractant doit spécifier dans son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation chaque langue régionale ou minoritaire, ou chaque langue officielle moins répandue sur l'ensemble ou une partie de son territoire, à laquelle s'appliquent les paragraphes choisis conformément au paragraphe 2 de l'article 2.
2. Toute Partie peut, à tout moment ultérieur, notifier au Secrétaire Général qu'elle accepte les obligations découlant des dispositions de tout autre paragraphe de la Charte qui n'avait pas été spécifié dans son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou qu'elle appliquera le paragraphe 1 du présent article à d'autres langues régionales ou minoritaires, ou à d'autres langues officielles moins répandues sur l'ensemble ou une partie de son territoire.
3. Les engagements prévus au paragraphe précédent seront réputés partie intégrante de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation et porteront les mêmes effets dès la date de leur notification.

Article 4 – Statuts de protection existants

1. Aucune des dispositions de la présente Charte ne peut être interprétée comme limitant ou dérogeant aux droits garantis par la Convention européenne des Droits de l'Homme.
2. Les dispositions de la présente Charte ne portent pas atteinte aux dispositions plus favorables régissant la situation des langues régionales ou minoritaires, ou le statut juridique des personnes appartenant à des minorités, qui existent déjà dans une Partie ou sont prévues par des accords internationaux bilatéraux ou multilatéraux pertinents.

Article 5 – Obligations existantes

Rien dans la présente Charte ne pourra être interprété comme impliquant le droit d'engager une quelconque activité ou d'accomplir une quelconque action contrevenant aux buts de la Charte des Nations Unies ou à d'autres obligations du droit international, y compris le principe de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats.

Article 6 – Information

Les Parties s'engagent à veiller à ce que les autorités, organisations et personnes concernées soient informées des droits et devoirs établis par la présente Charte.

Partie II – Objectifs et principes poursuivis conformément au paragraphe 1 de l'article 2

Article 7 – Objectifs et principes

1. En matière de langues régionales ou minoritaires, dans les territoires dans lesquels ces langues sont pratiquées et selon la situation de chaque langue, les Parties fondent leur politique, leur législation et leur pratique sur les objectifs et principes suivants:
 - a. la reconnaissance des langues régionales ou minoritaires en tant qu'expression de la richesse culturelle;
 - b. le respect de l'aire géographique de chaque langue régionale ou minoritaire, en faisant en sorte que les dispositions administratives existant déjà ou nouvelles ne constituent pas un